ETABLISSEMENT PUBLIC LOIRE

# Comité Syndical du 7 décembre 2016

# Projets de délibérations

■ Régions • Auvergne • Bourgogne • Centre • Languedoc-Roussillon • Limousin • Pays de la Loire • Rhône-Alpes ■ Départements • Allier • Ardèche • Cher • Creuse • Indre-et-Loire • Loir-et-Cher • Loire • Haute-Loire • Loire-Atlantique • Loiret • Lozère • Maine-et-Loire • Nièvre • Puy-de-Dôme • Saône-et-Loire • Haute-Vienne ■ Villes et Agglos • Angers Loire Métropole • Blois • Bourges • Châteauroux • Clermont Communauté • Joué-Lès-Tours • Limoges • Montluçon • Nantes Métropole • Nevers • Orléans • Saint-Etienne-Métropole • Saint-Nazaire • Le Grand Roanne • Saumur Loire Développement • Tours • Vichy • Vierzon ■ SICALA • Allier • Cher • Indre-et-Loire • Loir-et-Cher • Haute-Loire • Loiret • Maine-et-Loire • Nièvre • Saône-et-Loire

Reconnu Etablissement Public Territorial de Bassin (EPTB)

www.eptb-loire.fr

# Approbation du procès-verbal de la séance plénière du 12 octobre 2016

## Délibération n° 16-95-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,

**décide**

### Article un

Le procès-verbal de la réunion du Comité Syndical du 12 octobre 2016 est approuvé.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Dissolution des SICALA du Loir-et-Cher et du Loiret

## Délibération n° 16-96-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

*xxxx*

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le courrier du 2 mai 2016 du Président du SICALA du Loir-et-Cher,
- vu le courrier du 25 octobre 2016 du Président du SICALA du Loiret,

**décide**

### Article un

De prendre acte de la dissolution des SICALA du Loir-et-Cher et du Loiret, avec effet au 1er janvier 2017.

### Article deux

De prendre acte des remplacements subséquents, par le SICALA du Cher, au sein du Bureau et des commissions de travail de l'Etablissement.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d’affichage :

Certifié exécutoire :

# Décision modificative n°4 du budget principal 2016

## Délibération n° 16-97-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le règlement budgétaire et financier,
- vu sa délibération n°15-143 du 2 décembre 2015 adoptant le budget principal primitif de l'exercice 2016,
- vu sa délibération n°16-07 du 17 mars 2016 adoptant le budget principal supplémentaire de l'exercice 2016,
- vu sa délibération n°16-59 du 22 juin 2016 adoptant la décision modificative n°2 du budget principal de l'exercice 2016,
- vu sa délibération n°16-89 du 12 octobre 2016 adoptant la décision modificative n°3 du budget principal de l'exercice 2016,

**décide**

### Article un

D'arrêter à la somme de – 218 000 € en dépenses et recettes la décision modificative n° 4 de l'exercice 2016, conformément à la répartition prévue par le document budgétaire joint à la présente délibération.

### Article deux

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions correspondantes et à lancer les procédures afférentes à ces opérations.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Décision modificative n°4
# du budget annexe « exploitation des ouvrages » 2016

## Délibération n° 16-98-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le règlement budgétaire et financier,
- vu sa délibération n°15-144 du Comité Syndical du 2 décembre 2015 adoptant le budget annexe primitif de l'exercice 2016,
- vu sa délibération n°16-08 du Comité Syndical du 9 mars 2016 adoptant le budget annexe supplémentaire de l'exercice 2016
- vu sa délibération n°16-60 du Comité Syndical du 22 juin 2016 adoptant la décision modificative n°2 du budget annexe de l'exercice 2016,
- vu sa délibération n°16-90 du Comité Syndical du 12 octobre 2016 adoptant la décision modificative n°3 du budget annexe de l'exercice 2016,

**décide**

### Article un

D'arrêter à la somme de - 525 000 € en dépenses et recettes la décision modificative n°4 de l'exercice 2016, conformément à la répartition prévue par le document budgétaire joint à la présente délibération.

### Article deux

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions correspondantes et à lancer les procédures afférentes à ces opérations.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Constitution d'une provision semi-budgétaire au budget annexe

## Délibération n°16-99-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le règlement budgétaire et financier,
- vu le budget 2016,

**décide**

### Article un

D'abonder d'un montant de 525 000 € (Villerest) la provision semi-budgétaire pour gros travaux sur le budget annexe.

Cette provision semi-budgétaire est imputée à l'article 6815 « Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation ». La contrepartie faite par le comptable public sera imputée à l'article 158 « Autres provisions pour risque et charge ».

### Article deux

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions correspondantes et à lancer les procédures afférentes à ces opérations.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d’affichage :

Certifié exécutoire :

# Avenant n°2 à la convention entre l'Etablissement et EDF pour le partage des dépenses d'investissement et des frais d'entretien courant d'occupation des parties communes de l'usine hydroélectrique et du barrage

## Délibération n° 16-100-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,

**décide**

### Article un

De recourir à un avenant à la convention entre l'Etablissement et EDF relative au partage des dépenses d'investissements et des frais d'entretien courant d'occupation des parties communes de l'usine hydroélectrique et du barrage de Villerest.
Cet avenant vise à prendre en compte les investissements supplémentaires à réaliser, pendant la période de référence de cette convention.

### Article deux

D'autoriser le Président à signer l'avenant correspondant.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d’affichage :

Certifié exécutoire :

# Convention entre EDF et l'Etablissement relative à l'organisation commune et l'interface d'exploitation entre l'usine hydroélectrique et le barrage de Villerest

## Délibération n° 16-101-CSB

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,

**décide**

### Article un

De recourir à une convention entre EDF et l'Etablissement concernant l'organisation commune et l'interface d'exploitation entre l'usine hydroélectrique et le barrage de Villerest.

### Article deux

D'autoriser le Président à signer la convention correspondante.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d’affichage :

Certifié exécutoire :

# Avis sur le projet de SAGE Cher aval

## Délibération n° 16-102-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le courrier du Président de la CLE reçu le 20 septembre 2016, sollicitant l'avis de l'Etablissement public Loire sur le projet de SAGE Cher aval,

**décide**

### Article un

De charger le Président de transmettre au Président de la CLE du SAGE Cher aval les observations émises par l'Etablissement sur le projet de SAGE et formalisées dans la note jointe.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Poursuite de l'intervention de l'Etablissement en faveur de la restauration de la continuité écologique sur la commune de Montluçon

## Délibération n° 16-103-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu la délibération n°13-73 du Bureau du 29 mai 2013,
- vu la délibération n°15-115 du Comité Syndical du 21 octobre 2015,
- vu la sollicitation du maire de Montluçon en date du 7 octobre 2016,

**décide**

### Article un

De répondre favorablement à la sollicitation de la ville de Montluçon, sous réserve de l'obtention des subventions nécessaires au financement de cette opération dont le montant total est estimé à 14 000 € TTC, intégrant le coût lié à la mobilisation sur l'année 2017 d'un agent de catégorie A pour une quotité de travail de l'ordre de 0,1 ETP.

### Article deux

D'autoriser le Président à solliciter pour cette action des subventions auprès notamment de l'Agence de l'eau Loire-Bretagne, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, du Département de l'Allier, de la communauté d'Agglomération Montluçonnaise et de la ville de Montluçon.

**Article trois**

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions précédentes et d'imputer cette dépense au service analytique 4006 « restauration des milieux naturels et continuité écologique ».

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Attribution de financements « Classes Loire »

## Délibération n°16-104-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le règlement budgétaire et financier,
- vu le budget,

**décide**

### Article un

D'attribuer aux 13 Etablissements scolaires suivants les subventions correspondantes :

| Ecole | Commune | Département | Total projet | Sub accordée | % |
|---|---|---|---|---|---|
| Ecole Saint Michel (Mme Lacroix) | PIERRELATTE | Drôme | 6 800,00 € | 500,00 € | 7,35 % |
| Ecole Saint Michel (Mme Meunier) | PIERRELATTE | Drôme | 6 800,00 € | 500,00 € | 7,35 % |
| Ecole pub du Mont St Maurice | COUBON | Haute-Loire | 5 460,00 € | 500,00 € | 9,16 % |
| Ecole pub Le Monteil (Mme Kuntzmann) | LE MONTEIL | Haute-Loire | 1 200,00 € | 360,00 € | 30 % |
| Ecole pub Le Monteil (M. Loubier) | LE MONTEIL | Haute-Loire | 1 200,00 € | 360,00 € | 30 % |
| Ecole élémentaire des Girards | VINEUIL | Loir-et-Cher | 4 320,00 € | 500,00 € | 11,57 % |
| Lycée des Métiers Ste Croix-St Euverte | ORLEANS | Loiret | 776,15 € | 232,85 € | 30 % |
| Collège Marthe Dupeyron (6ème C) | LANGOGNE | Lozère | 2 386,00 € | 500,00 € | 20,95 % |
| Collège Marthe Dupeyron (6ème B) | LANGOGNE | Lozère | 2 134,00 € | 500,00 € | 23,43 % |
| Collège Marthe Dupeyron (6ème A) | LANGOGNE | Lozère | 2 260,00 € | 500,00 € | 22.12 % |
| Campus de Pouillé | LES PONTS DE CE | Maine-et-Loire | 6 190,00 € | 500,00 € | 8,08 % |
| Ecole élémentaire Jules Ferry | BEAUPREAU | Maine-et-Loire | 1 410,80 € | 423,24 € | 30 % |
| EEPU Gare d'eau | LYON | Rhône | 9 560,00 € | 500,00 € | 5,23 % |

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles justifiées seraient inférieures aux dépenses prévisionnelles, les subventions seront réduites au prorata.

## Article deux

D'imputer les dépenses au chapitre 65 « Subventions – autres charges de gestion courante », sur le budget « Classes Loire ».

## Article trois

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les modalités correspondantes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Attribution de financement « Rivières d'Images et fleuves de Mots » – SOS Loire Vivante ERN France

## Délibération n°16-105-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le règlement budgétaire et financier,
- vu le budget de l'Etablissement,

**décide**

### Article un

D'attribuer à SOS Loire Vivante – ERN France un financement de 11 900 € (soit 15,03 % de la dépense prévisionnelle de 71 500 €) pour la réalisation du projet : « Rivières d'Images et fleuves de Mots » Edition 2017.

Dans l'hypothèse où les dépenses réelles justifiées seraient inférieures aux dépenses prévisionnelles, la subvention serait réduite au prorata.

### Article deux

D'imputer les dépenses au chapitre 65 « Subventions – autres charges de gestion courante », sur le budget « Classes Loire ».

### Article trois

Eu égard à la nature de l'opération, d'inviter le bénéficiaire de la subvention à porter une attention particulière à la visibilité du soutien octroyé par l'Etablissement public Loire, avec notamment la présence du logo sur tous les supports de diffusion et de communication liés à l'opération.

**Article quatre**

D’autoriser le Président à mettre en œuvre les modalités correspondantes.

**Le Président**
**de l’Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d’affichage :

Certifié exécutoire :

# Budget Primitif du budget principal 2017

## Délibération n° 16-106-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le règlement budgétaire et financier,
- vu le débat d'orientations budgétaires du 12 octobre 2016,

**décide**

### Article un

D'arrêter à la somme de 4 777 639 €, en dépenses et recettes, le budget primitif du budget principal de l'exercice 2017, conformément à la répartition prévue par le document budgétaire joint à la présente délibération.

### Article deux

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions correspondantes et à lancer les procédures afférentes à ces opérations.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d’affichage :

Certifié exécutoire :

# Budget primitif
# du budget annexe « exploitation des ouvrages » 2017

## Délibération n° 16-107-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le débat d'orientations budgétaires du 12 octobre 2016,

**décide**

### Article un

D'arrêter à la somme de 6 440 430 €, en dépenses et recettes, le budget primitif de l'exercice 2017 pour le budget annexe « exploitation des ouvrages », conformément à la répartition prévue par le document budgétaire joint à la présente délibération.

### Article deux

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions correspondantes et à lancer les procédures afférentes à ces opérations.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Comité Syndical du 7 décembre 2016

## Délibération n° 16-108
## CONTRIBUTIONS DES MEMBRES 2017
## BUDGET PRINCIPAL ET BUDGET ANNEXE

Date de la convocation :

Le Comité syndical,

Membres présents ou ayant donné pouvoir :
M. Prénom NOM
X
X
X

M. Prénom NOM, pouvoir à M. Prénom NOM
X
X

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le débat d'orientations budgétaires du 12 octobre 2016,

- vu le budget de l'exercice 2017,

**décide**

## Article un : <u>Contributions au fonctionnement administratif – Budget principal</u>

### 1.a - Montant de contributions à répartir en 2017

Conformément à l'article 20 des statuts, la participation au fonctionnement administratif à répartir annuellement est fixée à dix-sept centimes d'euro **(0,17 €)** par habitant pour l'année 2017. Le montant total de participation est calculé en effectuant le produit de la participation par habitant par la population de chacun des Départements membres, au prorata de leur population située dans le bassin.

Le tableau ci-dessous établit ce montant :

| | Nombre d'habitants | Contribution aux dépenses de fonctionnement administratif | Montant de la participation |
|---|---|---|---|
| Allier | 343 409 | 0,171 € | 58 803,64 € |
| Ardèche | 11 310 | 0,171 € | 1 936,67 € |
| Cher | 314 675 | 0,171 € | 53 883,37 € |
| Creuse | 123 063 | 0,171 € | 21 072,69 € |
| Indre-et-Loire | 580 312 | 0,171 € | 99 369,73 € |
| Loir-et-Cher | 325 182 | 0,171 € | 55 682,54 € |
| Loire | 636 042 | 0,171 € | 108 912,65 € |
| Haute-Loire | 219 484 | 0,171 € | 37 583,34 € |
| Loire-Atlantique | 1 121 466 | 0,171 € | 192 034,23 € |
| Loiret | 478 366 | 0,171 € | 81 913,00 € |
| Lozère | 10 621 | 0,171 € | 1 818,69 € |
| Maine-et-Loire | 766 659 | 0,171 € | 131 278,85 € |
| Nièvre | 198 428 | 0,171 € | 33 977,82 € |
| Puy-de-Dôme | 614 738 | 0,171 € | 105 264,66 € |
| Saône-et-Loire | 230 153 | 0,171 € | 39 410,25 € |
| Haute-Vienne | 351 171 | 0,171 € | 60 132,77 € |
| **TOTAL** | **6 325 079** | **-** | **1 083 074,90 €** |

**1.b - Répartition en 2 parts**

Le montant déterminé est réparti en 2 parts : 90% à la charge des Régions et Départements membres et 10% à la charge des SICALA, Villes, Communautés d'agglomérations ou urbaines membres.

Soit part Départements et Régions **: 974 767,41 €**
Soit part Villes, Communautés d'agglomération ou urbaines et SICALA **: 108 307,49 €**

**1.c - Répartition entre Régions et Départements membres**

Le montant à répartir entre les Départements et les Régions s'élève à **: 974 767,41 €:**

25% pour les Régions soit **243 691,85 €**
75% pour les Départements soit **731 075,56 €.**

Le tableau ci-dessous répartit les contributions des Régions membres, au prorata de la population de leurs Départements membres dans le bassin :

| Régions | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 70 312,72 € | **70 313 €** |
| Bourgogne-Franche-Comté | 16 512,32 € | **16 512 €** |
| Centre-Val de Loire | 65 440,94 € | **65 441 €** |
| Occitanie | 409,20 € | **409 €** |
| Nouvelle-Aquitaine | 18 271,23 € | **18 271 €** |
| Pays de la Loire | 72 745,44 € | **72 745 €** |
| | | |
| **TOTAL** | **243 691,85 €** | **243 691 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

Le tableau ci-dessous répartit les contributions des Départements, au prorata de leur population dans le bassin:

| Départements | Nombre d'habitants | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|---|
| Allier | 343 409 | 39 692,46 € | **39 692 €** |
| Ardèche | 11 310 | 1 307,25 € | **1 307 €** |
| Cher | 314 675 | 36 371,28 € | **36 371 €** |
| Creuse | 123 063 | 14 224,07 € | **14 224 €** |
| Indre-et-Loire | 580 312 | 67 074,56 € | **67 075 €** |
| Loir-et-Cher | 325 182 | 37 585,71 € | **37 586 €** |
| Loire | 636 042 | 73 516,04 € | **73 516 €** |
| Haute-Loire | 219 484 | 25 368,76 € | **25 369 €** |
| Loire-Atlantique | 1 121 466 | 129 623,11 € | **129 623 €** |
| Loiret | 478 366 | 55 291,28 € | **55 291 €** |
| Lozère | 10 621 | 1 227,61 € | **1 228 €** |
| Maine-et-Loire | 766 659 | 88 613,23 € | **88 613 €** |
| Nièvre | 198 428 | 22 935,03 € | **22 935 €** |
| Puy-de-Dôme | 614 738 | 71 053,65 € | **71 054 €** |
| Saône-et-Loire | 230 153 | 26 601,92 € | **26 602 €** |
| Haute-Vienne | 351 171 | 40 589,62 € | **40 590 €** |
| **TOTAL** | **6 325 079** | **731 075,56 €** | **731 076 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

**1.d - Répartition entre Villes, SICALA, Communautés d'agglomération et Communautés urbaines**

Le tableau ci-dessous répartit les contributions des SICALA, Villes et Communautés urbaines ou d'agglomérations, au prorata de leur population dans le bassin:

| | Nombre d'habitants | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|---|
| **SICALA** | | | |
| SICALA de l'Allier | 65 335 | 2 183,97 € | **2 184 €** |
| SICALA du Cher | 53 142 | 1 776,39 € | **1 776 €** |
| SICALA d'Indre-et-Loire | 242 636 | 8 110,67 € | **8 111 €** |
| SICALA du Loir-et-Cher | - | - € | **- €** |
| SICALA de Haute-Loire | 185 841 | 6 212,17 € | **6 212 €** |
| SICALA du Loiret | - | - € | **- €** |
| SICALA de Maine-et-Loire (Anjou-Atlantique) | 92 665 | 3 097,54 € | **3 098 €** |
| SICALA de la Nièvre (SINALA) | 56 309 | 1 882,26 € | **1 882 €** |
| SICALA de Saône-et-Loire | 26 418 | 883,08 € | **883 €** |
| | **TOTAL SICALA** | **24 146,09 €** | **24 146 €** |
| **VILLES** | | | |
| Ville de Vichy | 26 108 | 872,72 € | **873 €** |
| Ville de Montluçon | 39 889 | 1 333,38 € | **1 333 €** |
| Ville de Bourges | 70 828 | 2 367,59 € | **2 368 €** |
| Ville de Vierzon | 28 147 | 940,88 € | **941 €** |
| Ville de Châteauroux | 47 559 | 1 589,77 € | **1 590 €** |
| Ville de Tours | 136 942 | 4 577,60 € | **4 578 €** |
| Ville de Joué-lès-Tours | 36 233 | 1 211,17 € | **1 211 €** |
| Ville de Blois | 48 487 | 1 620,79 € | **1 621 €** |
| Ville de Saint Nazaire | 68 838 | 2 301,07 € | **2 301 €** |
| Ville d'Orléans | 113 130 | 3 781,63 € | **3 782 €** |
| Ville de Limoges | 136 539 | 4 564,13 € | **4 564 €** |
| | **TOTAL VILLES** | **25 160,74 €** | **25 162 €** |
| **AGGLO. OU C. URBAINES** | | | |
| Communautés d'agglomération de Saumur | 61 890 | 2 068,82 € | **2 069 €** |
| Communautés d'agglomération d'Angers | 265 386 | 8 871,14 € | **8 871 €** |
| Communautés d'agglomération de Saint Etienne | 378 434 | 12 650,03 € | **12 650 €** |
| Communautés d'agglomération de Roanne | 68 190 | 2 279,41 € | **2 279 €** |
| Communautés urbaine de Nantes | 579 131 | 19 358,80 € | **19 359 €** |
| Communautés d'agglomération de Nevers | 67 326 | 2 250,53 € | **2 251 €** |
| Communautés d'agglomération de Moulins | 65 065 | 2 174,95 € | **2 175 €** |
| Communautés d'agglomération de Clermont-Ferrand | 279 621 | 9 346,98 € | **9 347 €** |
| | **TOTAL AGGLO. OU C. URBAINES** | **59 000,66 €** | **59 001 €** |

| | | | |
|---|---|---|---|
| **TOTAL VILLES, AGGLOS, SICALA** | **3 240 089** | **108 307,49 €** | **108 309 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

## Article deux : Contributions aux dépenses d'exploitation des ouvrages – Budget annexe

Le montant des contributions des membres inscrit en 2017, au titre de l'exploitation des ouvrages, à répartir entre les Départements et Régions est fixé comme suit :

| | Contributions |
|---|---|
| Exploitation du barrage de Villerest…..……..... | ..……. 220 266 € |
| Exploitation du barrage de Naussac…… | …..…… 30 000 € |
| Gestion des crues et des étiages……....……..……. | …… 597 920 € |
| **TOTAL** | **848 186 €** |

En lien plus particulièrement avec la demande des Départements de réduction de leur contribution, la contribution des Régions est maintenue à l'identique de celle de 2016. Le delta correspondant, pour un montant total de 22 425 €, est réparti au bénéfice des Départements.

**2.a - Exploitation du barrage de Villerest**

**2.a.1 - Montant de contributions à répartir en 2017**

Le montant des participations à répartir entre les Départements et les Régions membres pour le financement des **dépenses d'exploitation du barrage de Villerest** inscrites au budget de 2017 est fixé à **220 266 €.**

**2.a.2 - Répartition entre clé solidarité et clé technique**

Le montant ci-dessus est réparti comme suit :

10% « en clé solidarité-exploitation » soit **22 026,60 €** et 90% « en clé technique » soit **198 239,40 €.**

| | Clé solidarité exploitation | Montant de la participation | Clé technique | Montant de la participation | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Allier | 5,49% | 1 209,26 € | 2,91% | 5 768,77 € | **6 978,03 €** |
| Ardèche | 0,19% | 41,85 € | 0,00% | 0,00 € | **41,85 €** |
| Cher | 5,14% | 1 132,17 € | 13,76% | 27 277,74 € | **28 409,91 €** |
| Creuse | 1,45% | 319,39 € | 0,00% | 0,00 € | **319,39 €** |
| Indre-et-Loire | 9,80% | 2 158,61 € | 26,34% | 52 216,26 € | **54 374,86 €** |
| Loir-et-Cher | 5,42% | 1 193,84 € | 11,89% | 23 570,66 € | **24 764,51 €** |
| Loire | 10,63% | 2 341,43 € | 3,26% | 6 462,60 € | **8 804,03 €** |
| Haute-Loire | 3,55% | 781,94 € | 0,00% | 0,00 € | **781,94 €** |
| Loire-Atlantique | 20,19% | 4 447,17 € | 0,00% | 0,00 € | **4 447,17 €** |
| Loiret | 9,36% | 2 061,69 € | 29,25% | 57 985,02 € | **60 046,71 €** |
| Lozère | 0,16% | 35,24 € | 0,00% | 0,00 € | **35,24 €** |
| Maine-et-Loire | 10,60% | 2 334,82 € | 0,00% | 0,00 € | **2 334,82 €** |
| Nièvre | 3,05% | 671,81 € | 7,69% | 15 244,61 € | **15 916,42 €** |
| Puy-de-Dôme | 11,19% | 2 464,78 € | 0,00% | 0,00 € | **2 464,78 €** |
| Saône-et-Loire | 3,78% | 832,61 € | 4,90% | 9 713,73 € | **10 546,34 €** |
| Haute-Vienne | 0,00% | 0,00 € | 0,00% | 0,00 € | **0,00 €** |
| **TOTAL** | **100,00%** | **22 026,60 €** | **100,00%** | **198 239,40 €** | **220 266,00 €** |

**2.a.3 - Répartition entre Régions et Départements membres**

Le montant déterminé est réparti en 2 parts : 75% à la charge des Départements membres et 25% à la charge des Régions membres.

Un montant de 8 883,49 €, correspondant à la part « Exploitation du barrage de Villerest » du delta indiqué en introduction de l'article 2, est réparti au bénéfice des Départements.

Soit part Régions membres **: 63 950 €**
Soit part Départements membres : **156 316 €**

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Région :

| Régions | Montant de la participation en € | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 5 536,79 € | **5 537 €** |
| Bourgogne-Franche-Comté | 7 682,95 € | **7 683 €** |
| Centre-Val de Loire | 48 658,28 € | **48 658 €** |
| Nouvelle-Aquitaine | 92,73 € | **93 €** |
| Occitanie | 10,23 € | **10 €** |
| Pays de la Loire | 1 969,02 € | **1 969 €** |
| | | |
| **Total** | **63 950 €** | **63 950 €** |

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Département :

| Départements | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Allier | 4 657,07 € | **4 657 €** |
| Ardèche | 29,70 € | **30 €** |
| Cher | 20 406,29 € | **20 406 €** |
| Creuse | 186,68 € | **187 €** |
| Indre-et-Loire | 39 590,76 € | **39 591 €** |
| Loir-et-Cher | 17 821,66 € | **17 822 €** |
| Loire | 6 076,85 € | **6 077 €** |
| Haute-Loire | 155,17 € | **155 €** |
| Loire-Atlantique | 2 716,29 € | **2 716 €** |
| Loiret | 43 632,69 € | **43 633 €** |
| Lozère | 17,01 € | **17,01 €** |
| Maine-et-Loire | 857,43 € | **857 €** |
| Nièvre | 11 446,51 € | **11 447 €** |
| Puy-de-Dôme | 1 101,57 € | **1 102 €** |
| Saône-et-Loire | 7 620,33 € | **7 620 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **Total participation** | **156 316,01 €** | **156 316 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

**2.b - Exploitation du barrage de Naussac**

**2.b.1 - Montant de contributions à répartir en 2017**

Le montant des participations à répartir entre les Départements et les Régions membres pour le financement des **dépenses d'exploitation du barrage de Naussac** inscrites au budget de 2017 est fixé à **30 000 €.**

**2.b.2 - Répartition entre clé solidarité et clé technique**

Le montant ci-dessus est réparti comme suit :

10% « en clé solidarité-exploitation » soit **3 000 €** et 90% « en clé technique » soit **27 000 €.**

| | Clé solidarité exploitation | Montant de la participation | Clé technique | Montant de la participation | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Allier | 5,49% | 164,70 € | 11,30% | 3 051,00 € | **3 215,70 €** |
| Ardèche | 0,19% | 5,70 € | 0,00% | 0,00 € | **5,70 €** |
| Cher | 5,14% | 154,20 € | 11,20% | 3 024,00 € | **3 178,20 €** |
| Creuse | 1,45% | 43,50 € | 0,40% | 108,00 € | **151,50 €** |
| Indre-et-Loire | 9,80% | 294,00 € | 14,40% | 3 888,00 € | **4 182,00 €** |
| Loir-et-Cher | 5,42% | 162,60 € | 10,30% | 2 781,00 € | **2 943,60 €** |
| Loire | 10,63% | 318,90 € | 0,00% | 0,00 € | **318,90 €** |
| Haute-Loire | 3,55% | 106,50 € | 3,00% | 810,00 € | **916,50 €** |
| Loire-Atlantique | 20,19% | 605,70 € | 3,10% | 837,00 € | **1 442,70 €** |
| Loiret | 9,36% | 280,80 € | 17,50% | 4 725,00 € | **5 005,80 €** |
| Lozère | 0,16% | 4,80 € | 0,00% | 0,00 € | **4,80 €** |
| Maine-et-Loire | 10,60% | 318,00 € | 3,50% | 945,00 € | **1 263,00 €** |
| Nièvre | 3,05% | 91,50 € | 2,10% | 567,00 € | **658,50 €** |
| Puy-de-Dôme | 11,19% | 335,70 € | 22,20% | 5 994,00 € | **6 329,70 €** |
| Saône-et-Loire | 3,78% | 113,40 € | 1,00% | 270,00 € | **383,40 €** |
| Haute-Vienne | 0,00% | 0,00 € | 0,00% | 0,00 € | **0,00 €** |
| **TOTAL** | **100,00%** | **3 000,00 €** | **100,00%** | **27 000,00 €** | **30 000,00 €** |

**2.b.3 - Répartition entre Régions et Départements membres**

Le montant déterminé est réparti en 2 parts : 75% à la charge des Départements membres et 25% à la charge des Régions membres.

Soit part Régions membres **: 7 500 €**
Soit part Départements membres : **22 500 €.**

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Région :

| Régions | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 2 696,63 € | **2 697 €** |
| Bourgogne-Franche-Comté | 260,48 € | **260 €** |
| Centre-Val de Loire | 3 827,40 € | **3 827 €** |
| Nouvelle-Aquitaine | 37,88 € | **38 €** |
| Occitanie | 1,20 € | **1 €** |
| Pays de la Loire | 676,43 € | **676 €** |
| | | |
| **Total** | **7 500,00 €** | **7 499 €** |

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Département :

| Départements | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Allier | 2 411,78 € | **2 412 €** |
| Ardèche | 4,28 € | **4 €** |
| Cher | 2 383,65 € | **2 384 €** |
| Creuse | 113,63 € | **114 €** |
| Indre-et-Loire | 3 136,50 € | **3 137 €** |
| Loir-et-Cher | 2 207,70 € | **2 208 €** |
| Loire | 239,18 € | **239 €** |
| Haute-Loire | 687,38 € | **687 €** |
| Loire-Atlantique | 1 082,03 € | **1 082 €** |
| Loiret | 3 754,35 € | **3 754 €** |
| Lozère | 3,60 € | **4 €** |
| Maine-et-Loire | 947,25 € | **947 €** |
| Nièvre | 493,88 € | **494 €** |
| Puy-de-Dôme | 4 747,28 € | **4 747 €** |
| Saône-et-Loire | 287,55 € | **288 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **Total participation** | **22 500,00 €** | **22 501 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

**2.c - Gestion des crues et des étiages**

**2.c.1 - Montant de contributions à répartir en 2017**

Le montant des participations à répartir entre les Départements et les Régions membres pour le financement des **dépenses relatives à la gestion des crues et des étiages** inscrites au budget de 2017 est fixé à **597 920 €.**

**2.c.2 - Répartition entre clé solidarité et clé technique**

Le montant ci-dessus est réparti comme suit :

10% « en clé solidarité-exploitation » soit **59 792,00 €** et 90% « en clé technique » soit **538 128,00 €**.

| | Clé solidarité exploitation | Montant de la participation | Clé technique | Montant de la participation | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Allier | 5,49% | 3 282,58 € | 6,60% | 35 516,45 € | **38 799,03 €** |
| Ardèche | 0,19% | 113,60 € | 0,00% | 0,00 € | **113,60 €** |
| Cher | 5,14% | 3 073,31 € | 10,70% | 57 579,70 € | **60 653,00 €** |
| Creuse | 1,45% | 866,98 € | 0,50% | 2 690,64 € | **3 557,62 €** |
| Indre-et-Loire | 9,80% | 5 859,62 € | 13,80% | 74 261,66 € | **80 121,28 €** |
| Loir-et-Cher | 5,42% | 3 240,73 € | 8,80% | 47 355,26 € | **50 595,99 €** |
| Loire | 10,63% | 6 355,89 € | 5,40% | 29 058,91 € | **35 414,80 €** |
| Haute-Loire | 3,55% | 2 122,62 € | 5,00% | 26 906,40 € | **29 029,02 €** |
| Loire-Atlantique | 20,19% | 12 072,00 € | 5,50% | 29 597,04 € | **41 669,04 €** |
| Loiret | 9,36% | 5 596,53 € | 16,50% | 88 791,12 € | **94 387,65 €** |
| Lozère | 0,16% | 95,67 € | 0,10% | 538,13 € | **633,80 €** |
| Maine-et-Loire | 10,60% | 6 337,95 € | 10,00% | 53 812,80 € | **60 150,75 €** |
| Nièvre | 3,05% | 1 823,66 € | 5,80% | 31 211,42 € | **33 035,08 €** |
| Puy-de-Dôme | 11,19% | 6 690,72 € | 8,10% | 43 588,37 € | **50 279,09 €** |
| Saône-et-Loire | 3,78% | 2 260,14 € | 3,20% | 17 220,10 € | **19 480,23 €** |
| Haute-Vienne | 0,00% | 0,00 € | 0,00% | 0,00 € | **0,00 €** |
| **TOTAL** | **100,00%** | **59 792,00 €** | **100,00%** | **538 128,00 €** | **597 920,00 €** |

**2.c.3 - Répartition entre Régions et Départements membres**

Le montant déterminé est réparti en 2 parts : 75% à la charge des Départements membres et 25% à la charge des Régions membres.

Un montant de 13 541,99 €, correspondant à la part « Gestion des crues et des étiages » du delta indiqué en introduction de l'article 2, est réparti au bénéfice des Départements.

Soit part Régions membres**: 163 022 €**
Soit part Départements membres : **434 898 €.**

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Région :

| Régions | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 41 888,51 € | **41 889 €** |
| Bourgogne-Franche Comté | 14 318,22 € | **14 318 €** |
| Centre - Val de Loire | 77 911,47 € | **77 911 €** |
| Nouvelle Aquitaine | 969,98 € | **970 €** |
| Occitanie | 172,80 € | **173 €** |
| Pays de la Loire | 27 761,02 € | **27 761 €** |
| | | |
| **Total** | **163 022,00 €** | **163 022 €** |

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Département :

| Départements | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Allier | 28 220,53 € | 28 221 € |
| Ardèche | 82,63 € | 83 € |
| Cher | 44 116,05 € | 44 116 € |
| Creuse | 2 587,65 € | 2 588 € |
| Indre-et-Loire | 58 276,33 € | 58 276 € |
| Loir-et-Cher | 36 801,07 € | 36 801 € |
| Loire | 25 759,01 € | 25 759 € |
| Haute-Loire | 21 114,30 € | 21 114 € |
| Loire-Atlantique | 30 308,04 € | 30 308 € |
| Loiret | 68 653,00 € | 68 653 € |
| Lozère | 461,00 € | 461 € |
| Maine-et-Loire | 43 750,74 € | 43 750 € |
| Nièvre | 24 028,11 € | 24 028 € |
| Puy-de-Dôme | 36 570,57 € | 36 571 € |
| Saône-et-Loire | 14 168,98 € | 14 169 € |
| **Total participation** | **434 898,00 €** | **434 898 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

## Article trois : <u>Contributions aux dépenses d'actions de bassin – Budget principal</u>

Le montant des contributions des membres inscrit en 2017 au titre des actions de bassin, à répartir entre les Départements et Régions, est fixé comme suit :

| | Contributions |
|---|---|
| Accompagnement technique d'actions prévention…….…….. | 100 365 € |
| Recherche-Développement-Innovation / Appui propriétaires/gestionnaires de digues... | 245 485 € |
| Développement et gestion territorialisée……..……..……... | 124 700 € |
| Continuité et restauration des milieux naturels et des poissons migrateurs…… | 69 999 € |
| Patrimoine …….……..……..... | 85 000 € |
| Animation et communication gestion des eaux….……. | 65 883 € |
| **TOTAL** | **691 432 €** |

### 3.a – Accompagnement technique d'actions prévention

#### 3.a.1 - Montant de contributions à répartir en 2017

Le montant des participations à répartir entre les Départements et les Régions membres pour le financement des **dépenses relatives à** l'**« Accompagnement technique d'actions prévention »** inscrites au budget de 2017 est fixé à **100 365 €.**

#### 3.a.2 - Répartition entre clé solidarité et clé technique

Le montant ci-dessus est réparti comme suit :

10% « en clé solidarité-générale » soit **10 036,50 €** et 90% « en clé technique » soit **90 328,50 €.**

| | Clé solidarité générale | Montant de la participation | Clé technique | Montant de la participation | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Allier | 5,49% | 551,00 € | 0,00% | 0,00 € | **551,00 €** |
| Ardèche | 0,19% | 19,07 € | 0,00% | 0,00 € | **19,07 €** |
| Cher | 5,14% | 515,88 € | 10,50% | 9 484,49 € | **10 000,37 €** |
| Creuse | 1,45% | 145,53 € | 0,00% | 0,00 € | **145,53 €** |
| Indre-et-Loire | 9,80% | 983,58 € | 32,00% | 28 905,12 € | **29 888,70 €** |
| Loir-et-Cher | 5,42% | 543,98 € | 7,50% | 6 774,64 € | **7 318,62 €** |
| Loire | 10,63% | 1 066,88 € | 0,00% | 0,00 € | **1 066,88 €** |
| Haute-Loire | 3,55% | 356,30 € | 0,00% | 0,00 € | **356,30 €** |
| Loire-Atlantique | 20,19% | 2 026,37 € | 2,60% | 2 348,54 € | **4 374,91 €** |
| Loiret | 9,36% | 939,42 € | 29,90% | 27 008,22 € | **27 947,64 €** |
| Lozère | 0,16% | 16,06 € | 0,00% | 0,00 € | **16,06 €** |
| Maine-et-Loire | 10,60% | 1 063,87 € | 10,90% | 9 845,81 € | **10 909,68 €** |
| Nièvre | 3,05% | 306,11 € | 6,60% | 5 961,68 € | **6 267,79 €** |
| Puy-de-Dôme | 11,19% | 1 123,08 € | 0,00% | 0,00 € | **1 123,08 €** |
| Saône-et-Loire | 3,78% | 379,38 € | 0,00% | 0,00 € | **379,38 €** |
| **TOTAL** | **100,00%** | **10 036,50 €** | **100,00%** | **90 328,50 €** | **100 365,00 €** |

#### 3.a.3 - Répartition entre Régions et Départements membres

Le montant déterminé est réparti en 2 parts : 75% à la charge des Départements membres et 25% à la charge des Régions membres.

Soit part Régions membres**: 25 091 €**
Soit part Départements membres : **75 273 €.**

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Région :

| Régions | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 779,08 € | **779 €** |
| Bourgogne-Franche-Comté | 1 661,79 € | **1 662 €** |
| Centre-Val de Loire | 18 788,83 € | **18 789 €** |
| Nouvelle-Aquitaine | 36,38 € | **36 €** |
| Occitanie | 4,01 € | **4 €** |
| Pays de la Loire | 3 821,15 € | **3 821 €** |
| | | |
| **Total** | **25 091,25 €** | **25 091 €** |

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Département :

| Départements | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Allier | 413,25 € | **413 €** |
| Ardèche | 14,30 € | **14 €** |
| Cher | 7 500,28 € | **7 500 €** |
| Creuse | 109,15 € | **109 €** |
| Indre-et-Loire | 22 416,52 € | **22 417 €** |
| Loir-et-Cher | 5 488,96 € | **5 489 €** |
| Loire | 800,16 € | **800 €** |
| Loire-Atlantique | 3 281,18 € | **3 281 €** |
| Loiret | 20 960,73 € | **20 961 €** |
| Lozère | 12,04 € | **12 €** |
| Maine-et-Loire | 8 182,26 € | **8 182 €** |
| Nièvre | 4 700,85 € | **4 701 €** |
| Puy-de-Dôme | 842,31 € | **842 €** |
| Saône-et-Loire | 284,53 € | **285 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **Total participation** | **75 273,75 €** | **75 273 €** |

**3.b – Recherche-Développement-Innovation / Appui propriétaires/gestionnaires de digues**

**3.b.1 - Montant de contributions à répartir en 2017**

Le montant des participations à répartir entre les Départements et les Régions membres pour le financement des **dépenses relatives à « Recherche-Développement-Innovation / Appui propriétaires/gestionnaires de digues »** inscrites au budget de 2017 est fixé à **245 485 €.**

Le montant budgété est réparti au prorata de la population de chacun des Départements membres situés dans le bassin.

Le tableau ci-dessous établit ce montant :

| | Nombre d'habitants | | Montant de la participation |
|---|---|---|---|
| Allier | 343 409 | 0,0388114 € | **13 328,17 €** |
| Ardèche | 11 310 | 0,0388114 € | **438,96 €** |
| Cher | 314 675 | 0,0388114 € | **12 212,97 €** |
| Creuse | 123 063 | 0,0388114 € | **4 776,24 €** |
| Indre-et-Loire | 580 312 | 0,0388114 € | **22 522,70 €** |
| Loir-et-Cher | 325 182 | 0,0388114 € | **12 620,76 €** |
| Loire | 636 042 | 0,0388114 € | **24 685,66 €** |
| Haute-Loire | 219 484 | 0,0388114 € | **8 518,47 €** |
| Loire-Atlantique | 1 121 466 | 0,0388114 € | **43 525,63 €** |
| Loiret | 478 366 | 0,0388114 € | **18 566,04 €** |
| Lozère | 10 621 | 0,0388114 € | **412,22 €** |
| Maine-et-Loire | 766 659 | 0,0388114 € | **29 755,09 €** |
| Nièvre | 198 428 | 0,0388114 € | **7 701,26 €** |
| Puy-de-Dôme | 614 738 | 0,0388114 € | **23 858,82 €** |
| Saône-et-Loire | 230 153 | 0,0388114 € | **8 932,55 €** |
| Haute-Vienne | 351 171 | 0,0388114 € | **13 629,43 €** |
| **Total** | **6 325 079** | | **245 484,98 €** |

**3.b.2 - Répartition entre Régions et Départements membres**

Le montant déterminé est réparti en 2 parts : 50% à la charge des Départements membres et 50% à la charge des Régions membres.

Soit part Régions membres**: 122 742,50 €**
Soit part Départements membres : **122 742,50 €.**

Le tableau ci-dessous répartit les contributions des Régions membres, au prorata de la population de leurs Départements membres dans le bassin :

| Régions | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 35 415,05 € | **35 415 €** |
| Bourgogne- Franche-Comté | 8 316,91 € | **8 317 €** |
| Centre - Val de Loire | 32 961,24 € | **32 961 €** |
| Nouvelle Aquitaine | 9 202,84 € | **9 203 €** |
| occitanie | 206,11 € | **206 €** |
| Pays de la Loire | 36 640,36 € | **36 640 €** |
| | | |
| **Total** | **122 742,49 €** | **122 742 €** |

Le tableau ci-dessous répartit les contributions des Départements:

| Départements | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Allier | 6 664,09 € | **6 664 €** |
| Ardèche | 219,48 € | **219 €** |
| Cher | 6 106,48 € | **6 106 €** |
| Creuse | 2 388,12 € | **2 388 €** |
| Indre-et-Loire | 11 261,35 € | **11 261 €** |
| Loir-et-Cher | 6 310,38 € | **6 310 €** |
| Loire | 12 342,83 € | **12 343 €** |
| Haute-Loire | 4 259,24 € | **4 259 €** |
| Loire-Atlantique | 21 762,82 € | **21 763 €** |
| Loiret | 9 283,02 € | **9 283 €** |
| Lozère | 206,11 € | **206 €** |
| Maine-et-Loire | 14 877,54 € | **14 878 €** |
| Nièvre | 3 850,63 € | **3 851 €** |
| Puy-de-Dôme | 11 929,41 € | **11 929 €** |
| Saône-et-Loire | 4 466,28 € | **4 466 €** |
| Haute-Vienne | 6 814,71 € | **6 815 €** |
| **Total participation** | **122 742,49 €** | **122 741 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

3.c - Développement et gestion territorialisée

**3.c.1 - Montant de contributions à répartir en 2017**

Le montant des participations à répartir entre les Départements et les Régions membres pour le financement des **dépenses relatives à « Développement et gestion territorialisée »** inscrites au budget de 2017 est fixé à **124 700 €.**

**3.c.2 - Répartition entre clé solidarité et clé technique**

Le montant ci-dessus est réparti comme suit :

10% « en clé solidarité-générale » soit **12 470,00 €** et 90% « en clé technique » soit **112 230,00 €.**

| | Clé solidarité générale | Montant de la participation | Clé technique | Montant de la participation | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| Allier | 5,49% | 684,60 € | 0,00% | 0,00 € | **684,60 €** |
| Ardèche | 0,19% | 23,69 € | 0,00% | 0,00 € | **23,69 €** |
| Cher | 5,14% | 640,96 € | 10,50% | 11 784,15 € | **12 425,11 €** |
| Creuse | 1,45% | 180,82 € | 0,00% | 0,00 € | **180,82 €** |
| Indre-et-Loire | 9,80% | 1 222,06 € | 32,00% | 35 913,60 € | **37 135,66 €** |
| Loir-et-Cher | 5,42% | 675,87 € | 7,50% | 8 417,25 € | **9 093,12 €** |
| Loire | 10,63% | 1 325,56 € | 0,00% | 0,00 € | **1 325,56 €** |
| Haute-Loire | 3,55% | 442,69 € | 0,00% | 0,00 € | **442,69 €** |
| Loire-Atlantique | 20,19% | 2 517,69 € | 2,60% | 2 917,98 € | **5 435,67 €** |
| Loiret | 9,36% | 1 167,19 € | 29,90% | 33 556,77 € | **34 723,96 €** |
| Lozère | 0,16% | 19,95 € | 0,00% | 0,00 € | **19,95 €** |
| Maine-et-Loire | 10,60% | 1 321,82 € | 10,90% | 12 233,07 € | **13 554,89 €** |
| Nièvre | 3,05% | 380,34 € | 6,60% | 7 407,18 € | **7 787,52 €** |
| Puy-de-Dôme | 11,19% | 1 395,39 € | 0,00% | 0,00 € | **1 395,39 €** |
| Saône-et-Loire | 3,78% | 471,37 € | 0,00% | 0,00 € | **471,37 €** |
| Haute-Vienne | 0,00% | 0,00 € | 0,00% | 0,00 € | **0,00 €** |
| **TOTAL** | **100,00%** | **12 470,00 €** | **100,00%** | **112 230,00 €** | **124 700,00 €** |

**3.c.3 - Répartition entre Régions et Départements membres**

Le montant déterminé est réparti en 2 parts : 75% à la charge des Départements membres et 25% à la charge des Régions membres.

Soit part Régions membres**: 31 175 €**
Soit part Départements membres : **93 525 €**

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Région :

| Régions | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Auvergne-Rhônes-Alpes | 967,98 € | **968 €** |
| Bourgogne-Franche-Comté | 2 064,72 € | **2 065 €** |
| Centre-Val de Loire | 23 344,46 € | **23 344 €** |
| Occitanie | 4,99 € | **5 €** |
| Nouvelle-Aquitaine | 45,20 € | **45 €** |
| Pays de la Loire | 4 747,64 € | **4 748 €** |
| | | |
| **Total** | **31 175,00 €** | **31 175 €** |

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Département :

| Départements | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Allier | 513,45 € | **513 €** |
| Ardèche | 17,77 € | **18 €** |
| Cher | 9 318,83 € | **9 319 €** |
| Creuse | 135,61 € | **136 €** |
| Indre-et-Loire | 27 851,75 € | **27 852 €** |
| Loir-et-Cher | 6 819,84 € | **6 820 €** |
| Loire | 994,17 € | **994 €** |
| Haute-Loire | 332,01 € | **332 €** |
| Loire-Atlantique | 4 076,75 € | **4 077 €** |
| Loiret | 26 042,97 € | **26 043 €** |
| Lozère | 14,96 € | **15 €** |
| Maine-et-Loire | 10 166,17 € | **10 166 €** |
| Nièvre | 5 840,64 € | **5 841 €** |
| Puy-de-Dôme | 1 046,54 € | **1 047 €** |
| Saône-et-Loire | 353,52 € | **354 €** |

| | | |
|---|---|---|
| **Total participation** | **93 525,00 €** | **93 527 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

**3.d – Continuité et restauration des milieux naturels et des poissons migrateurs**

**3.d.1 - Montant de contributions à répartir en 2017**

Le montant des participations à répartir entre les Départements et les Régions membres pour le financement des **dépenses relatives à « Continuité et restauration des milieux naturels et des poissons migrateurs »** inscrites au budget de 2017 est fixé à **69 999 €.**

**3.d.2 - Répartition entre clé solidarité et clé technique**

Le montant ci-dessus est réparti comme suit :

10% « en clé solidarité-saumon » soit **6 999,90 €** et 90% « en clé technique » soit **62 999,10 €.**

3.d.3 - Répartition entre Régions et Départements membres

Le montant déterminé est réparti en 2 parts : 75% à la charge des Départements membres et 25% à la charge des Régions membres.

Soit part Régions membres**: 17 500 €**
Soit part Départements membres : **52 499 €.**

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Région :

| Régions | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| **Auvergne-Rhône-Alpes** | 6 372,01 € | **6 372 €** |
| **Bourgogne-Franche-Comté** | 711,36 € | **711 €** |
| **Centre-Val de Loire** | 8 570,68 € | **8 571 €** |
| **Nouvelle Aquitaine** | 483,69 € | **484 €** |
| **Occitanie** | 18,37 € | **18 €** |
| **Pays de la Loire** | 1 343,63 € | **1 344 €** |
| | | |
| **Total** | **17 499,75 €** | **17 500 €** |

Le tableau ci-dessous indique les montants répartis pour chaque Département :

| Départements | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Allier | 5 611,64 € | **5 612 €** |
| Ardèche | 9,45 € | **9 €** |
| Cher | 5 357,55 € | **5 358 €** |
| Creuse | 260,92 € | **261 €** |
| Indre-et-Loire | 7 006,02 € | **7 006 €** |
| Loir-et-Cher | 4 899,23 € | **4 899 €** |
| Loire | 527,09 € | **527 €** |
| Haute-Loire | 1 924,10 € | **1 924 €** |
| Loire-Atlantique | 2 135,14 € | **2 135 €** |
| Loiret | 8 449,23 € | **8 449 €** |
| Lozère | 55,12 € | **55 €** |
| Maine-et-Loire | 1 895,75 € | **1 896 €** |
| Nièvre | 1 143,43 € | **1 143 €** |
| Puy-de-Dôme | 11 043,74 € | **11 044 €** |
| Saône-et-Loire | 990,66 € | **991 €** |
| Haute-Vienne | 1 190,16 € | **1 190 €** |
| **Total participation** | **52 499,25 €** | **52 499 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

**3.e - Patrimoine**

**3.e.1 - Montant de contributions à répartir en 2017**

Le montant des participations à répartir entre les Départements et les Régions membres pour le financement des **dépenses relatives au « Patrimoine »** inscrites au budget de 2017 est fixé à **85 000 €.**

Le montant budgété est réparti au prorata de la population de chacun des **Départements** membres situés dans le bassin.

Le tableau ci-dessous établit ce montant :

| | Nombre d'habitants | Montant de la participation |
|---|---|---|
| Allier | 343 409 | **4 614,92 €** |
| Ardèche | 11 310 | **151,99 €** |
| Cher | 314 675 | **4 228,78 €** |
| Creuse | 123 063 | **1 653,79 €** |
| Indre-et-Loire | 580 312 | **7 798,56 €** |
| Loir-et-Cher | 325 182 | **4 369,98 €** |
| Loire | 636 042 | **8 547,49 €** |
| Haute-Loire | 219 484 | **2 949,55 €** |
| Loire-Atlantique | 1 121 466 | **15 070,90 €** |
| Loiret | 478 366 | **6 428,55 €** |
| Lozère | 10 621 | **142,73 €** |
| Maine-et-Loire | 766 659 | **10 302,80 €** |
| Nièvre | 198 428 | **2 666,59 €** |
| Puy-de-Dôme | 614 738 | **8 261,20 €** |
| Saône-et-Loire | 230 153 | **3 092,93 €** |
| Haute-Vienne | 351 171 | **4 719,24 €** |
| **Total** | **6 325 079** | **85 000,00 €** |

**3.e.2 - Répartition entre Régions et Départements membres**

Le montant déterminé est réparti en 2 parts : 75% à la charge des Départements membres et 25% à la charge des Régions membres.
Soit part Régions membres**: 21 250 €**
Soit part Départements membres : **63 750 €.**

Le tableau ci-dessous répartit les contributions des Régions membres, au prorata de la population de leurs Départements membres dans le bassin :

| Régions | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 6 131,29 € | **6 131 €** |
| Bourgogne-Franche-Comté | 1 439,88 € | **1 440 €** |
| Centre-Val de Loire | 5 706,47 € | **5 706 €** |
| Nouvelle-Aquitaine | 1 593,26 € | **1 593 €** |
| Occitanie | 35,68 € | **36 €** |
| Pays de la Loire | 6 343,42 € | **6 343 €** |
| | | |
| **Total** | **21 250,00 €** | **21 249 €** |

Le tableau ci-dessous répartit les contributions des Départements:

| Départements | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Allier | 3 461,19 € | **3 461 €** |
| Ardèche | 113,99 € | **114 €** |
| Cher | 3 171,59 € | **3 172 €** |
| Creuse | 1 240,34 € | **1 240 €** |
| Indre-et-Loire | 5 848,92 € | **5 849 €** |
| Loir-et-Cher | 3 277,49 € | **3 277 €** |
| Loire | 6 410,62 € | **6 411 €** |
| Haute-Loire | 2 212,16 € | **2 212 €** |
| Loire-Atlantique | 11 303,17 € | **11 303 €** |
| Loiret | 4 821,42 € | **4 821 €** |
| Lozère | 107,05 € | **107 €** |
| Maine-et-Loire | 7 727,10 € | **7 727 €** |
| Nièvre | 1 999,94 € | **2 000 €** |
| Puy-de-Dôme | 6 195,90 € | **6 196 €** |
| Saône-et-Loire | 2 319,69 € | **2 320 €** |
| Haute-Vienne | 3 539,43 € | **3 539 €** |
| **Total participation** | **63 750,00 €** | **63 749 €** |

Les montants des contributions sont arrondis à l'Euro le plus proche.

### 4.e – Animation et communication gestion des eaux

Intégrant les dispositions en vigueur, notamment le classement en HORS GEMAPI de « *l'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins* », également le fait que l'aménagement du territoire est une compétence majeure des Régions, tout en assurant les moyens humains réduits au strict nécessaire, et avec pour objectif de simplifier le traitement administratif du financement des collectivités pour ces procédures, il est mis en place un financement par voie contributive des Régions.

Le montant total déterminé, à hauteur de **65 883 €**, est réparti en coïncidence étroite avec la réalité opérationnelle et l'intérêt à agir sur le territoire, à savoir sur la base du nombre d'ETP des procédures SAGE & CT, proratisé à la surface Régionale.

| SAGE/CT | ETP (a) | Région | Surface | Ratio (b) | Proratisation a/b |
|---|---|---|---|---|---|
| Allier aval | 1,85 | AUVERGNE-RHONE-ALPES | 5 972 | 94% | 1,740 |
| | | BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | 255 | 4% | 0,074 |
| | | CENTRE-VAL DE LOIRE | 113 | 2% | 0,033 |
| Cher amont | 1,08 | AUVERGNE-RHONE-ALPES | 2 416 | 36% | 0,383 |
| | | CENTRE-VAL DE LOIRE | 3 144 | 46% | 0,499 |
| | | NOUVELLE AQUITAINE | 1 215 | 18% | 0,193 |
| Cher aval | 1,45 | CENTRE-VAL DE LOIRE | 2 377 | 100% | 1,449 |
| Haut Allier | 1,60 | AUVERGNE-RHONE-ALPES | 1 951 | 73% | 1,164 |
| | | OCCITANIE | 727 | 27% | 0,434 |
| Loir | 1,45 | CENTRE-VAL DE LOIRE | 4 598 | 64% | 0,931 |
| | | PAYS DE LA LOIRE | 2 560 | 36% | 0,518 |
| Loire amont | 0,5 | AUVERGNE-RHONE-ALPES | 2 635 | 100% | 0,500 |
| Loire en Rhône-Alpes | 0,67 | AUVERGNE-RHONE-ALPES | 3 976 | 100% | 0,674 |
| Loiret | 1,45 | CENTRE-VAL DE LOIRE | 331 | 100% | 1,449 |
| Sioule | 1,60 | AUVERGNE-RHONE-ALPES | 2 490 | 97% | 1,557 |
| | | NOUVELLE AQUITAINE | 65 | 3% | 0,041 |
| Yevre-Auron | 1,45 | AUVERGNE-RHONE-ALPES | 39 | 2% | 0,024 |
| | | CENTRE-VAL DE LOIRE | 2 321 | 98% | 1,425 |
| CT Val d'Allier alluvial | 1,38 | AUVERGNE - RHONE-ALPES | 5 972 | 94% | 1,295 |
| | | BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | 255 | 4% | 0,055 |
| | | CENTRE-VAL DE LOIRE | 113 | 2% | 0,025 |
| CT Val de Cher | 0,54 | CENTRE-VAL DE LOIRE | 2 377 | 100% | 0,538 |

| Région | Nombre d'ETP proratisé | Clé de répartition |
|---|---|---|
| AUVERGNE-RHONE-ALPES | 7,34 | **49%** |
| BOURGOGNE-FRANCHE-COMTE | 0,13 | **1%** |
| CENTRE-VAL DE LOIRE | 6,35 | **42%** |
| NOUVELLE-AQUITAINE | 0,23 | **2%** |
| OCCITANIE | 0,43 | **3%** |
| PAYS DE LA LOIRE | 0,52 | **3%** |
| Total | 15,00 | **100%** |

| Régions | Montant de la participation | Montant de la participation arrondie à l'euro le plus proche |
|---|---|---|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 32 282,67 € | **32 283 €** |
| Bourgogne- Franche Comté | 658,83 € | **659 €** |
| Centre - Val de Loire | 27 670,86 € | **27 671 €** |
| Nouvelle-Aquitaine | 1 317,66 € | **1 318 €** |
| Occitanie | 1 976,49 € | **1 976 €** |
| Pays de la Loire | 1 976,49 € | **1 976 €** |
| | | |
| **Total** | **65 883 €** | **65 883 €** |

## Article quatre : Ecrêtement

La délibération n°10-99 du Comité syndical du 3 juin 2010 relative « au toilettage des statuts de l'Etablissement » n'ayant pas été validée par l'Etat, ce sont les clés de financement initiales qui trouvent à s'appliquer (prenant en compte notamment la population et le potentiel fiscal). Sur la base de ce calcul, certaines collectivités pourraient voir leur contribution augmenter par rapport à l'année 2016 en contradiction avec les orientations budgétaires 2017. Ainsi, les contributions des membres qui augmentent par rapport à 2016 (hors nouvelle clé contributive « Animation et communication gestion des eaux »), font l'objet, cette année encore, d'un écrêtement pour l'année 2017.

**Le montant de total des contributions des collectivités membres, après écrêtement, s'élève à 2 620 825 €.**

**Les tableaux ci-dessous indiquent la répartition de ce montant de contributions 2017:**

| Régions | Contribution au Budget Principal | | Contribution au Budget Annexe | Total contribution |
|---|---|---|---|---|
| | Article 1 : Fonctionnement administratif | Article 3 : Actions de bassin | Article 2 : Exploitation des ouvrages | |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 70 313 € | 49 665 € | 82 405 € | **202 383 €** |
| Bourgogne-Franche-Comté | 16 512 € | 14 195 € | 22 921 € | **53 628 €** |
| Centre-Val de Loire | 65 441 € | 89 372 € | 158 068 € | **312 881 €** |
| Occitanie | 409 € | 269 € | 2 160 € | **2 838 €** |
| Nouvelle-Aquitaine | 18 271 € | 11 361 € | 2 419 € | **32 051 €** |
| Pays de la Loire | 72 745 € | 52 896 € | 32 382 € | **158 023 €** |
| | | | | |
| **Total Régions** | **243 691 €** | **217 758 €** | **300 355 €** | **761 804 €** |

| Départements | Contribution au Budget Principal | | Contribution au Budget Annexe | Total contribution |
|---|---|---|---|---|
| | Article 1 : Fonctionnement administratif | Article 3 : Actions de bassin | Article 2 : Exploitation des ouvrages | |
| Allier | 39 692 € | 16 663 € | 35 450 € | **91 805 €** |
| Ardèche | 954 € | 374 € | 116 € | **1 444 €** |
| Cher | 36 371 € | 31 455 € | 66 742 € | **134 568 €** |
| Creuse | 14 224 € | 4 134 € | 2 915 € | **21 273 €** |
| Indre-et-Loire | 67 075 € | 74 385 € | 100 342 € | **241 802 €** |
| Loir-et-Cher | 37 586 € | 26 795 € | 56 658 € | **121 039 €** |
| Loire | 73 516 € | 21 075 € | 32 225 € | **126 816 €** |
| Haute-Loire | 25 369 € | 8 994 € | 22 233 € | **56 596 €** |
| Loire-Atlantique | 129 623 € | 42 559 € | 34 412 € | **206 594 €** |
| Loiret | 55 291 € | 69 557 € | 115 365 € | **240 213 €** |
| Lozère | 1 193 € | 395 € | 487 € | **2 075 €** |
| Maine-et-Loire | 88 613 € | 42 849 € | 46 126 € | **177 588 €** |
| Nièvre | 22 935 € | 17 536 € | 35 895 € | **76 366 €** |
| Puy-de-Dôme | 71 054 € | 31 058 € | 42 743 € | **144 855 €** |
| Saône-et-Loire | 26 602 € | 8 416 € | 22 004 € | **57 022 €** |
| Haute-Vienne | 40 590 € | 11 544 € | - € | **52 134 €** |
| **Total Départements** | **730 688 €** | **407 789 €** | **613 713 €** | **1 752 190 €** |

| SICALA | Contribution au Budget Principal | | Contribution au Budget Annexe | Total contribution |
|---|---|---|---|---|
| | Article 1 : Fonctionnement administratif | Article 3 : Actions de bassin | Article 2 : Exploitation des ouvrages | |
| SICALA de l'Allier | 2 184 € | - | - | **2 184 €** |
| SICALA du Cher | 1 046 € | - | - | **1 046 €** |
| SICALA d'Indre et Loire | 7 361 € | - | - | **7 361 €** |
| SICALA du Loir et Cher | 0 € | - | - | **0 €** |
| SICALA de Haute-Loire | 6 212 € | - | - | **6 212 €** |
| SICALA du Loiret | 0 € | - | - | **0 €** |
| SICALA de Maine et Loire (Anjou-Atlantique) | 3 098 € | - | - | **3 098 €** |
| SICALA de la Nièvre (SINALA) | 1 882 € | - | - | **1 882 €** |
| SICALA de Saône et Loire | 883 € | - | - | **883 €** |
| **Total SICALA** | **22 666 €** | - | - | **22 666 €** |

| VILLES | Contribution au Budget Principal | | Contribution au Budget Annexe | Total contribution |
|---|---|---|---|---|
| | Article 1 : Fonctionnement administratif | Article 3 : Actions de bassin | Article 2 : Exploitation des ouvrages | |
| Ville de Vichy | 873 € | - | - | **873 €** |
| Ville de Montluçon | 1 333 € | - | - | **1 333 €** |
| Ville de Bourges | 2 368 € | - | - | **2 368 €** |
| Ville de Vierzon | 941 € | - | - | **941 €** |
| Ville de Châteauroux | 1 590 € | - | - | **1 590 €** |
| Ville de Tours | 4 578 € | - | - | **4 578 €** |
| Ville de Joué-lès-Tours | 1 211 € | - | - | **1 211 €** |
| Ville de Blois | 1 621 € | - | - | **1 621 €** |
| Ville de Saint Nazaire | 2 301 € | - | - | **2 301 €** |
| Ville d'Orléans | 3 782 € | - | - | **3 782 €** |
| Ville de Limoges | 4 564 € | - | - | **4 564 €** |
| **Total Villes** | **25 162 €** | - | - | **25 162 €** |

| COMMUNAUTES D'AGGLOMERATION OU COMMUNAUTES URBAINES | Contribution au Budget Principal | | Contribution au Budget Annexe | Total contribution |
|---|---|---|---|---|
| | Article 1 : Fonctionnement administratif | Article 3 : Actions de bassin | Article 2 : Exploitation des ouvrages | |
| C. A de Saint Etienne | 12 650 € | - | - | **12 650 €** |
| C. A. de Roanne | 2 279 € | - | - | **2 279 €** |
| C. U. de Nantes | 19 359 € | - | - | **19 359 €** |
| C. A. de Saumur | 2 069 € | - | - | **2 069 €** |
| C. A. de Nevers | 2 251 € | - | - | **2 251 €** |
| C. A. d'Angers | 8 871 € | - | - | **8 871 €** |
| C. A. de Moulins | 2 175 € | | | **2 175 €** |
| C. A. de Clermont-Ferrand | 9 347 € | - | - | **9 347 €** |
| **Total CA ou CU** | **59 001 €** | - | - | **59 001 €** |

Le Président est mandaté pour émettre les titres de recettes correspondant à ces contributions.

Le Président
de l'Etablissement public Loire

Daniel FRECHET

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Utilisation de crédits de reports pour le paiement de la contribution 2017

## Délibération n° 16-109-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu les délibérations n°09-04 du 2 avril 2009, n°10-88 du 3 juin 2010 et n°11-45 du 10 mars 2011 sur le principe d'affectation des crédits de reports « Chambonchard », « Basse Loire » et « Le Veurdre »,

- vu le débat d'orientations budgétaires du 12 octobre 2016,

- vu le budget 2017, tel qu'adopté le 7 décembre 2017,

- vu la délibération n°16-108 du 7 décembre 2017 fixant la contribution correspondante des membres pour 2017,

**décide**

### Article un

De permettre aux collectivités membres, à leur demande et dans la limite de leurs reliquats de crédits, l'utilisation des crédits de report en substitution partielle ou totale du montant de la contribution appelée en 2017.

### Article deux

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire,**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d’affichage :

Certifié exécutoire :

# Détermination du montant de la redevance soutien d'étiage 2017

## Délibération n°16-110-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu sa délibération n°15-121 du 21 octobre 2015 actant la tenue du débat d'orientations budgétaires pour l'exercice 2016,

- vu l'avis de la Commission des usagers du soutien des étiages du 25 novembre 2016,

- vu sa délibération n°16-107 du 7 décembre 2016 adoptant le budget primitif du budget annexe pour l'exercice 2017,

**décide**

### Article un

De fixer à 3 377 244 € le montant de la redevance soutien d'étiage relative à l'année 2017, sans application de TVA à ce montant.

### Article deux

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions correspondantes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d’affichage :

Certifié exécutoire :

# Reprise de provision semi-budgétaire au budget annexe « exploitation des ouvrages »

## Délibération n°16-111-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu les délibérations du Comité Syndical de 2007 à 2016 constituant et abondant la provision pour gros travaux sur le budget annexe,
- vu la délibération n°16-53 du Comité Syndical du 22 juin 2016 autorisant la création d'une microcentrale sur le Chapeauroux
- vu le budget 2017,

**décide**

### Article un

De reprendre un montant de 737 000 € de la provision pour gros travaux du budget annexe « exploitation des ouvrages ».

Cette reprise de provision semi-budgétaire est imputée à l'article 7815 « Dotations aux provisions pour risques et charges d'exploitation » ; action « 10032 Exploitation du barrage de Naussac ».

### Article deux

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions correspondantes et à lancer les procédures afférentes à ces opérations.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Site du Veurdre – Renouvellement de conventions de subvention avec les Communes de Chantenay St Imbert et de Tresnay

## Délibération n°16-112-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxx

- vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu la convention de mise à disposition d'immeubles bâtis passée le 30 mars 1990 avec la commune de Chantenay-Saint-Imbert et son avenant du 1er septembre1993,

- vu la convention de mise à disposition d'immeubles bâtis passée le 5 avril 1990 avec la commune de Tresnay et son avenant du 24 novembre 1994,

- vu la délibération n°14-49 du Bureau du 18 mai 2016 autorisant la passation, avec chacune des Communes de Chantenay-Saint-Imbert et de Tresnay, d'une convention de participation financière de l'Etablissement, pour l'année 2016, à des travaux d'amélioration réalisés par ces collectivités sur les bâtis mis à leur disposition,

- vu le budget de l'Etablissement,

**décide**

### Article un

De poursuivre, pour l'année 2017, la gestion globale des travaux à réaliser sur les maisons de l'Etablissement situées sur les Communes de Chantenay-Saint-Imbert et de Tresnay et mises à disposition de ces dernières.

### Article deux

D'autoriser la passation, avec chacune de ces communes, d'une convention qui, listant les parcelles concernées, portera sur l'année 2017 et prévoira une prise en charge par l'Etablissement de 50 % d'un montant maximal de dépense de 20 000 € TTC par an.

**Article trois**

De mandater le Président pour notifier ces décisions, mettre au point et signer les conventions correspondantes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire,**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Val Dhuy Loiret 2017

## Délibération n°16-113-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du SAGE Val Dhuy Loiret, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 105 808 € répartis de la façon suivante :

- Animation = 70 808 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement ;

- Communication = 10 000 € ;

- Etude : 25 000 € pour la prestation de suivi de la qualité des eaux des cours d'eau.

**Article trois**

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Sioule 2017

## Délibération n°16-114-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du SAGE Sioule, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 89 346 € répartis de la façon suivante :

- Animation = 84 346 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement ;

- Communication = 5 000 €.

### Article trois

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Yèvre-Auron 2017

## Délibération n°16-115-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du SAGE Yèvre-Auron, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 128 364 € répartis de la façon suivante :
- Animation = 71 764 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement ;

- Communication = 6 600 € ;

- Etudes = 50 000 €, pour la réalisation d'un zoom à l'échelle du périmètre du SAGE de l'analyse des potentialités des champs d'expansion des crues.

**Article trois**

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Loire en Rhône-Alpes 2017

## Délibération n°16-116-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du SAGE Loire en Rhône-Alpes, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 35 146 € répartis de la façon suivante :
- Animation = 33 646 € correspondant aux dépenses de personnels (notamment 1/2 poste d'animateur) et aux frais de fonctionnement ;
- Communication = 1 500 € ;

### Article trois

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Loir 2017

## Délibération n°16-117-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le règlement budgétaire et financier,
- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du SAGE Loir, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 109 545 €, répartis de la façon suivante :
- Animation = 74 545 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement ;
- Communication = 5 000 € ;
- Etudes : 30 000 €, pour la mise en œuvre d'un plan de sensibilisation pour améliorer la conscience du risque et la résilience du territoire.

### Article trois

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Cher amont 2017

## Délibération n°16-118-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du SAGE Cher amont, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 166 483 € répartis de la façon suivante :
- Animation = 65 883 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement ;
- Communication = 600 € ;
- Etude = 100 000 €, pour l'étude sur le fonctionnement hydrogéologique (relation nappes/rivières).

### Article trois

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Allier aval 2017

## Délibération n°16-119-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du SAGE Allier aval, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 267 348 €, répartis de la façon suivante :
- Animation = 94 048 € correspondant aux frais de fonctionnement et aux dépenses de personnels, dont le versement à la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour la mise à disposition d'un agent administratif à temps partiel (1/2 ETP) ;
- Communication = 300 € ;
- Etudes = 173 000 € :
    - conception du tableau de bord interactif et d'un outil pour la centralisation et valorisation des données « eau » du bassin Allier aval (48 000 €) ;
    - acquisition de données « eau » (5 000 €) ;
    - élaboration et l'édition de plans de gestion et de guides d'application concernant la préservation et la restauration l'espace de mobilité de l'Allier, les gravières du Val d'Allier et les zones humides (72 000 €) ;

- définition des travaux d'aménagement de deux gravières à risque vis-à-vis de la dynamique fluviale de l'Allier (48 000 €).

**Article trois**

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Cher aval 2017

## Délibération n°16-120-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,
- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),
- vu les statuts,
- vu le règlement intérieur,
- vu le règlement budgétaire et financier,
- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour l'élaboration et l'engagement de la mise en œuvre du SAGE Cher aval, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 208 293 € répartis de la façon suivante :
- Animation = 74 643 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement ;
- Communication = 3 650 € pour l'hébergement du site Internet et la diffusion du SAGE approuvé ;
- Etudes = 130 000 € liés aux dépenses prévues dans le cadre de la phase d'enquête publique (80 000 €) et de l'étude sur les relations nappes/rivières (50 000 €).

**Article trois**

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Haut Allier 2017

## Délibération n°16-121-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du SAGE Haut Allier, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 389 472 € répartis de la façon suivante :
- Animation = 79 472 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement ;
- Communication = 10 000 € ;
- Etudes : 300 000 €, montant correspondant à l'inventaire des zones humides (240 000 €) et à l'étude de gestion quantitative (60 000 €).

### Article trois

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions
# SAGE Loire amont 2017

## Délibération n°16-122-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du SAGE Loire amont, dont l'Etablissement assurera le portage à compter du 1er juillet 2017, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 32 950 € répartis de la façon suivante :
- Animation = 30 450 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement pour 6 mois (01/07 au 31/12/2017);
- Communication = 2 500 €.

### Article trois

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées ainsi que l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions Contrat territorial Val de Cher 2017

## Délibération n°16-123-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour l'élaboration et l'engagement de la mise en œuvre du contrat territorial Val de Cher, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 113 469 € répartis de la façon suivante :
- Animation = 25 969 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement ;

- Communication = 2 500 € ;

- Etude : 85 000 €, montant correspondant au second suivi des espèces piscicoles migratrices.

**Article trois**

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées, l'Agence de l'Eau et l'Europe le cas échéant.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Programme d'actions Contrat territorial Val d'Allier alluvial 2017

## Délibération n°16-124-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu le règlement budgétaire et financier,

- vu le budget,

**décide**

### Article un

De prendre en considération le programme d'actions 2017 pour la mise en œuvre du contrat territorial Val d'Allier alluvial, dont l'Etablissement assure le portage, et d'autoriser la passation et la signature des marchés correspondants, dans la limite des crédits ouverts au budget de l'Etablissement.

### Article deux

D'autoriser l'engagement d'un montant maximum prévisionnel pour 2017 de 75 558 € répartis de la façon suivante :
- Animation = 62 058 € correspondant aux dépenses de personnels et aux frais de fonctionnement ;

- Communication = 13 500 €.

### Article trois

D'autoriser le Président à solliciter les collectivités territoriales concernées, l'Agence de l'Eau et l'Europe (FEDER Loire), étant précisé que la demande de financement européen est établie pour 2 ans (2017-2018) sur la base du budget prévisionnel 2017.

**Article quatre**

De mandater le Président pour mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Transformations de postes dans le cadre d'avancements de grade

## Délibération n° 16-125-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

- vu sa délibération n° 07-70 du 19 décembre 2007 relative à la détermination des taux de promotion du personnel de l'Etablissement en matière d'avancement de grade,

- vu sa délibération n° 10-172 du 15 décembre 2010 créant un poste d'adjoint administratif principal de seconde classe au tableau des effectifs de l'Etablissement,

- vu sa délibération n° 15-51 du 19 mars 2015 créant un poste d'ingénieur principal au tableau des effectifs de l'Etablissement,

**décide**

### Article un

D'autoriser à compter du 1er janvier 2017, au titre de l'avancement de grade, la transformation au tableau des effectifs d'un poste d'adjoint administratif principal de seconde classe à temps complet, en un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe à temps complet.

L'agent nommé sur celui-ci sera rémunéré sur la base de l'échelle indiciaire du grade d'adjoint administratif principal de première classe, complétée par les primes statutaires.

## Article deux

D'autoriser à compter du 31 décembre 2016, au titre de l'avancement de grade, la transformation au tableau des effectifs d'un poste d'ingénieur principal à temps complet en un poste d'ingénieur en chef de classe normale (reclassé ingénieur en chef) à temps complet.

L'agent nommé sur celui-ci sera rémunéré sur la base de l'échelle indiciaire d'ingénieur en chef de classe normale territorial (reclassé ingénieur en chef), complétée par les primes statutaires.

## Article trois

D'imputer les dépenses correspondantes sur le budget de l'Etablissement.

## Article quatre

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire,**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Transformation d'un poste d'agent de maîtrise

## Délibération n°16-126-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts,

- vu le règlement intérieur,

- vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

- vu sa délibération n° 15-158 du 2 décembre 2015 créant un poste d'agent de maitrise à temps complet au sein de la direction de l'exploitation et de la prévention des risques,

**décide**

### Article un

D'autoriser, à compter du 1er janvier 2017, la transformation au tableau des effectifs d'un poste d'agent de maîtrise à temps complet en un poste de technicien à temps complet.

L'agent occupant le poste correspondant sera rémunéré sur la base de l'échelle indiciaire du grade de technicien complétée par les primes statutaires.

### Article deux

D'imputer les dépenses correspondantes sur le budget annexe de l'Etablissement.

### Article trois

D'autoriser le Président à mettre en œuvre les dispositions précédentes.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire,**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Retrait du Département de la Creuse

## Délibération n° 16-127-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts, en particulier l'article 4 concernant le retrait du syndicat mixte,

- vu le règlement intérieur,

- vu la délibération du Conseil Départemental de la Creuse en date du 23 février 2016 demandant son retrait de l'Etablissement,

**décide**

### Article un

De donner son consentement préalable au lancement de la procédure de retrait du Département de la Creuse.

### Article deux

De donner mandat au Président afin de solliciter l'accord des collectivités membres dans les conditions précisées à l'article 4 des statuts de l'Etablissement.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :

# Retrait de la ville de Châteauroux

## Délibération n° 16-128-CS

Date de la convocation : 17 octobre 2016

Le Comité Syndical,

Membres présents, représentés ou ayant donné pouvoir :

xxxxx

- vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982, modifiée, rela tive aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

- vu l'arrêté du Ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation du 22 novembre 1983, portant constitution de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Loire et de ses Affluents (Etablissement public Loire),

- vu les statuts, en particulier l'article 4 concernant le retrait du syndicat mixte,

- vu le règlement intérieur,

- vu la délibération du Conseil municipal de la ville de Châteauroux en date du 13 novembre 2014 demandant son retrait de l'Etablissement,

**décide**

### Article un

De donner son consentement préalable au lancement de la procédure de retrait de la ville de Châteauroux.

### Article deux

De donner mandat au Président afin de solliciter l'accord des collectivités membres dans les conditions précisées à l'article 4 des statuts de l'Etablissement.

**Le Président**
**de l'Etablissement public Loire**

**Daniel FRECHET**

Date de transmission
à la préfecture :

Date d'affichage :

Certifié exécutoire :